

À LA UNE

L'agriculture bousculée par les crises en Europe

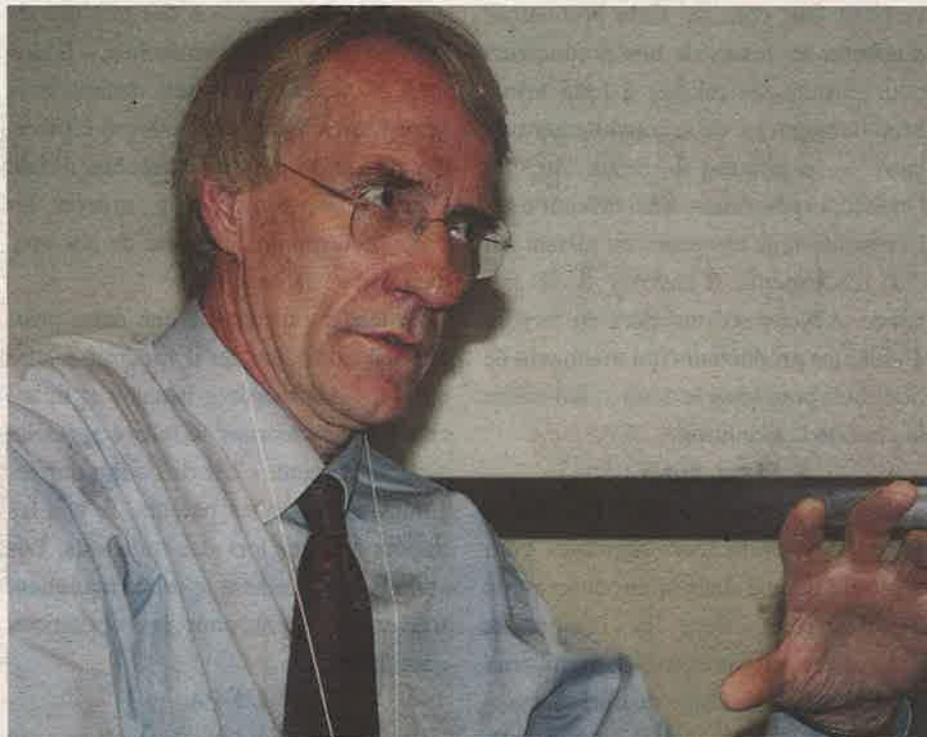
YVON LAPRADE

DRUMMONDVILLE — L'agriculture évolue au rythme effréné de la mondialisation et les producteurs agricoles, qu'ils soient québécois, nord-américains ou européens, sont désormais tributaires des crises qui secouent la planète économie, particulièrement en Europe, constate David Kohl, président d'AgriVisions et professeur au Département d'agriculture et d'économie appliquée à l'Université Virginia Tech.

« Nous ne pouvons plus travailler dans un environnement fermé. Il faut surveiller de près ce qui se passe dans les économies émergentes et analyser froidement ce qui est en train de se passer dans la zone euro, entre autres au Portugal, en Grèce et, ces jours derniers, en Italie. Tout est interrelié », a expliqué David Kohl, jeudi dernier, lors d'une présentation très prisée dans le cadre du 25^e Colloque organisé par le Centre de référence en agriculture et agroalimentaire (CRAAQ).

L'économiste globe-trotter – il admet avoir parcouru huit millions de milles et visité 39 pays depuis le début de sa carrière – a brossé un portrait à la fois réaliste et préoccupant de l'agriculture, dans un contexte tourmenté où les nouveaux pays émergents, le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine, sont responsables à eux seuls de 20 % de l'économie mondiale et de la croissance mondiale. « Il faut garder l'œil ouvert sur ces pays qui vont avoir une influence de plus en plus grande sur nos économies », a-t-il insisté.

Il a également mis en garde les producteurs agricoles – et tous les intervenants qui évoluent en périphérie – contre ce qu'il appelle « les mauvaises



Professeur au Département d'agriculture et d'économie appliquée à l'Université Virginia Tech, David Kohl est catégorique : les agriculteurs n'auront pas beaucoup de répit au cours de la prochaine décennie.

surprises » dont on pourrait se passer dans les fermes. L'explosion du prix du baril de pétrole, responsable de plusieurs récessions aux États-Unis, fait partie de ces mauvaises surprises, tout comme les hausses imprévues du maïs-grain. « Le pétrole et le maïs-grain sont responsables des déséquilibres financiers des producteurs », rappelle-t-il.

La dette et la gestion

David Kohl est catégorique : les agriculteurs n'auront pas beaucoup de répit au cours de la prochaine décennie, et ils doivent se faire à l'idée que « la volatilité des marchés ne va pas disparaître » du jour au lendemain. « Il va falloir composer avec cette réalité-là », ajoute-t-il. Mais comment? Sur cette question, le professeur-conférencier invite les producteurs agricoles à devenir de meilleurs gestionnaires, et à consacrer une grande partie de leur temps à la

gestion, sans négliger la production sur le terrain, dans les champs. La gestion de la production, selon l'économiste américain, constitue la priorité des priorités.

Mais ce n'est pas suffisant. Il faut aussi, pour rester en affaires, réduire le taux d'endettement. C'est le nerf de la guerre, prévient-il. Aux États-Unis, David Kohl constate que les fermiers ont réussi à « équilibrer leur budget », compte tenu du fait que 50 % des producteurs n'ont pas de dettes. Ce qui est loin d'être le cas des producteurs québécois, qui ont la mauvaise réputation d'être les plus endettés en Amérique du Nord. « Ça ne suffit pas de s'inquiéter face au niveau élevé de la dette. Pour trouver des solutions, il faut voir comment on peut la gérer et en ralentir la progression », pondère le professeur.

« On est plus endettés qu'ailleurs et

on a des problèmes de gestion », reconnaît le directeur général du Centre d'expertise en gestion agricole du Québec, Patrice Carle. Il se dit pleinement en accord avec le professeur David Kohl sur la question de l'endettement, un obstacle à la croissance des producteurs. « Il faudrait que les agriculteurs consultent davantage les bonnes personnes », a insisté l'agronome, un observateur attentif aux propos de l'économiste américain lors du colloque.

Les jeunes de la relève

Par ailleurs, dans un entretien accordé à la *Terre* en marge du colloque du CRAAQ, l'économiste s'est défendu d'avoir toutes les réponses aux nombreuses questions que l'industrie agricole pourrait se poser pour faire face aux défis de la prochaine décennie. « Mais ce que je peux voir de la réalité agricole au Québec me rassure. Ce que j'entends, c'est un message plus positif. Les producteurs semblent mieux formés pour comprendre les enjeux économiques et de la gestion. Ils ont une vision globale. C'est vrai chez vous, mais ce l'est aussi dans les autres provinces canadiennes. Je ne pourrais en dire autant de producteurs de certains États américains, par exemple dans le Midwest, où la vision est plus concentrée sur un seul élément de production », a-t-il confié.

Et que pense-t-il du dossier de la relève en agriculture? « Je suis optimiste de voir un nombre grandissant de jeunes prendre le relais de leurs parents. Cela va amener une nouvelle énergie », croit-il. Mais aux États-Unis, la transition s'annonce compliquée et complexe : 21 % des fermes n'ont pas de relève familiale, constate le professeur.



L'agriculture québécoise dans une économie mondiale aux pieds d'argile



JULIE MERCIER
jmercier@laterre.ca

DRUMMONDVILLE — La crise économique aux États-Unis, le plan de sauvetage de la Grèce, le mouvement des indignés : la planète économie ne cesse de trembler depuis trois ans. Où se situe l'agriculture québécoise dans tout ça et que lui réserve l'avenir? Patrice Carle, agronome et directeur général du Centre d'expertise en gestion agricole (CEGA), nous présente les constats de son organisation.

Selon la veille médiatique que mène le Centre en continu, les astres semblent s'aligner pour qu'à la fin de 2012, la récession frappe de nouveau. L'effet domino de la Grèce sur la zone euro et le monde, que l'on craint, multiplié par la reprise trop lente aux États-Unis inquiètent. Même les champions de la croissance, le BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), dépendent de la santé de l'économie occidentale, fait remarquer M. Carle.

Les problèmes remontent au début des années 2000, « ère de surconsommation » dopée par les bas taux d'intérêt. Puis est venue la spéculation sur les denrées agricoles. « En 2005, il y avait moins de 1 % de vrais acheteurs de grains et de commodités à la Bourse de Chicago. Aujourd'hui, ils représentent moins de 0,1 % », constate M. Carle. Cet appétit pour les valeurs refuges se reflète dans le prix des terres. Le directeur général remarque d'ailleurs qu'il y a de plus en plus de courtiers actifs au Canada. « Cet automne, une terre à



La planète économie ne cesse de trembler depuis trois ans. L'impact se fait sentir sur le prix des terres et des grains, tandis que le surendettement oblige les producteurs à revoir leurs habitudes de gestion.

Saint-Hyacinthe s'est vendue 15 000 \$ l'acre! La seule façon de la rentabiliser, à ce prix-là, c'est de faire de la culture intercalaire : un rang de maïs et un rang de cannabis!» ironise-t-il.

L'agriculture dans tout ça?

Pour Patrice Carle, la crise que vit le secteur agricole québécois découle du surendettement des fermes. D'ailleurs, les agriculteurs québécois sont les champions toutes catégories de l'endettement au Canada. « Nous vivons un krach financier lié au surendettement. Le secteur le plus atteint par le mur de la dette est le secteur porcin. » De plus, la classe moyenne éprouve de la difficulté. « L'écart entre les entreprises qui

font de l'argent et celles qui en perdent s'accroît. Une majorité d'entreprises sont à une ou deux décisions près de faire basculer leur bilan. »

Alors que les modèles gagnants du passé ne sont plus nécessairement gages de succès pour l'avenir, les agriculteurs doivent s'adapter, explique le directeur du CEGA. Toutefois, leur niveau d'endettement représente un frein majeur à leur capacité d'adaptation. Les agriculteurs trop endettés devront faire preuve d'abnégation, c'est-à-dire d'être capables de faire des choix. Ils devront aussi vérifier que leur modèle d'affaires fonctionne toujours. « Qu'on le veuille ou non, en affaires,

c'est toujours la piastre qui a le dernier mot. La rentabilité, c'est le nerf de la guerre », insiste-t-il. Pour lui, la seule façon de préserver les entreprises agricoles, c'est de compter. « Il n'y a pas 20 % des entreprises au Québec qui font des budgets annuels », estime-t-il. Les agriculteurs doivent donc investir leur énergie en gestion. « Pour les producteurs, la gestion, c'est comme votre relève; sans elle, vous n'avez pas d'avenir », conclut Patrice Carle, qui prône du même coup une offre de service-conseil en gestion bonifiée et une meilleure collaboration entre les intervenants, qu'ils soient agronomes ou technologues.

Une épée de Damoclès sur les exportations canadiennes

JULIE MERCIER

La reprise trop lente aux États-Unis soulève le spectre de mesures protectionnistes.

Paraphrasant le président américain, le directeur général du Centre d'expertise en gestion agricole (CEGA), Patrice Carle, rappelle que l'économie américaine a subi une crise cardiaque en 2008. Le patient n'est peut-être pas

mort, mais il ne récupère pas assez rapidement. D'ailleurs, l'opération sauvetage des banques américaines a créé plus de 5300 \$ d'endettement pour chaque citoyen américain. « On a créé presque instantanément 35 millions de chômeurs aux États-Unis », résume M. Carle. Si la santé économique de nos voisins du Sud périclité, la menace de la mise en œuvre de la clause *Buy American*, une mesure pro-

tectionniste, pourrait se concrétiser.

Adoptée en 1933 lors de la Grande Dépression par le président Roosevelt, cette clause permet aux États-Unis de bloquer les importations en cas de force majeure. En vertu de cette loi, « toutes les marchandises destinées à l'usage public (articles, matériaux ou fournitures) doivent être produites aux États-Unis, et toutes les marchandises manufacturées doivent être fabriquées

aux États-Unis, à partir de produits américains. Plusieurs États et municipalités ont intégré des dispositions similaires dans leurs lois et règlements en matière d'approvisionnement », explique le gouvernement du Canada.

« Le *Buy American Act* est de plus en plus cité comme une porte de sortie, une solution à la relance des États-Unis », révèle M. Carle, qui surveille les médias américains de près.